



L'émancipation des serfs de Russie (1861), ou l'éternel problème de la « modernisation » non-occidentale

Aurélien Aumont

Pour citer le travail publié sur le site internet du Centre de Recherche Numérisée et pour la Fonction Publique CRNFP : Aumont, Aurélien, « L'émancipation des serfs de Russie (1861), ou l'éternel problème de la « modernisation » non-occidentale », *CRNFP, Articles Histoire*, 2024, www.crnfp.com. *date de la consultation sur le site web.*

Fichier pdf généré le 11/07/2024

À savoir : Les travaux consultés et téléchargés sur le site du Centre de Recherche Numérisée et pour la Fonction Publique CRNFP sont protégés par la politique du site web CRNFP et les termes et conditions d'utilisation du site internet du Centre de Recherche Numérisée et pour la Fonction Publique CRNFP. Consultez ces termes et conditions à l'adresse www.crnfp.com à tout moment (©).
Vous devez faire preuve d'honnêteté intellectuelle et citer les travaux utilisés.

Le site internet du Centre de Recherche Numérisée et pour la Fonction Publique CRNFP est représenté par un nom de domaine, ses conditions légales sont présentées sur le site internet conformément aux obligations et lois internationales et européennes.

L'émancipation des serfs de Russie (1861), ou l'éternel problème de la « modernisation » non-occidentale.

Confrontés à la nouvelle puissance militaire, économique et technologique des Etats occidentaux, les empires traditionnels (russe, ottoman, chinois...) du XIXe siècle, grandes puissances fragilisées, doivent se poser l'épineuse question d'un changement institutionnel et politique pour espérer conserver leur statut. Cette question de la modernisation se trouve, de fait, comprise dans la vision de la « civilisation » qui se développe alors dans l'Occident : le standard européen est imposé dans le monde entier, diffusé par la colonisation et par la victoire de pays occidentaux sur ces anciens empires, ainsi de la Grande-Bretagne sur la Chine en 1842. « Le prestige de la civilisation européenne hors Europe atteint son apogée au milieu du XIXe siècle ».¹ Dans le cas de la Russie, la question devient pressante après la défaite du pays au cours de la guerre de Crimée (1853-1856), qui a montré que le pays ne pouvait pas rivaliser sur le plan militaire avec la France et la Grande-Bretagne : le pays est battu sur ses terres par deux empires dont la capacité de déploiement excède largement celle des armées russes. En conséquence s'ouvre la période dite des « Grandes Réformes », lancées par le tsar Alexandre II (1855-1881), la plus importante d'entre elles étant l'abolition du servage, pourtant pilier de l'ordre social depuis le XVIIe siècle. Notre étude se concentrera donc sur la période de ces Grandes Réformes, de la fin de la guerre de Crimée (1856) à la mort d'Alexandre II (1881), en prolongeant sur les effets socio-économiques à long terme, jusqu'en 1917. Nous nous intéresserons donc d'abord à l'état de la Russie avant ces réformes et notamment de ses serfs, la construction d'une coalition politique autour du projet réformiste du tsar et l'avènement de l'émancipation. Nous verrons ensuite la poursuite de ce projet réformiste, ses conséquences, succès et limites, jusqu'à l'assassinat du tsar. Enfin, nous conclurons en élargissant : il s'agira d'abord de lier la question des Grandes Réformes à la possibilité de modernisation, et son effet ralentisseur, ou accélérateur, des révoltes de 1905 puis 1917. Il s'agira aussi de se poser la question de la « modernisation », ses formes, ses acteurs et surtout ses conséquences dans des régimes reposant sur la tradition comme la Russie.

¹ OSTERHAMMEL Jürgen. « Civilisation and Exclusion » dans *The Transformation of the World. A Global History of the Nineteenth Century*. Princeton University Press, 2014, p.828. L'auteur rappelle bien que si la dichotomie « civilisation/barbarie » n'est pas propre à l'Europe ou même à l'époque moderne, l'idée qu'il faut exporter un standard défini de civilisation dans une « mission civilisatrice » est lui bien propre à l'Occident du XIXe siècle.

Les « Grandes Réformes » : construire une Nouvelle Russie sous l'autorité du Tsar.

Le servage, pilier de l'empire russe depuis le XVIe siècle

La société russe est une société massivement agricole : 80 à 90% de la population est rurale, sans vrai changement depuis le XVIe siècle.² Une moitié de ces paysans sont des serfs, attachés à la terre qu'ils cultivent pour le compte de grands propriétaires terriens, nobles, à qui ils paient des obligations en corvées (*barschina*) et paiements en espèces ou nature (*obrok*). En échange, les paysans ont les droits d'usage sur ces portions de terre, pour se nourrir.³ Ce « second servage » est devenu essentiel à l'empire russe qui se construit à partir du XVe siècle : en 1649, le statut des serfs et leurs obligations est arrêté dans le Code de Lois (*Ulozhenie*). Les serfs et leur travail constituent le pilier de l'empire : c'est sur eux que reposent le paiement de taxes, la production de vivres et surtout le service militaire.⁴ Ce dernier aspect est la principale motivation du maintien du servage : les nobles formant les principales unités combattantes, ils reçoivent en échange de leur participation à l'armée des terres avec des paysans pour les cultiver. Les conquêtes faites par la Moscovie, avec des besoins toujours pressants en hommes pour garder les frontières face aux Tatars, aux Polono-Lituaniens, mais aussi le contrôle intérieur du pays,⁵ expliquent donc la persistance de l'institution jusqu'au XIXe siècle, mais aussi la répartition des serfs : ils sont bien plus nombreux dans l'ancienne Moscovie et dans les territoires conquis au sud et à l'ouest, que dans la Sibérie plus récemment colonisée.⁶

L'unité de base de la vie paysanne est la commune (*mir*), de laquelle il est attendu le paiement des obligations seigneuriales, ce qui suppose une forme de solidarité pour compenser les manques de certains foyers trop pauvres. Le *mir* administre les tâches quotidiennes, les biens communs et gère le maintien de l'ordre dans les communes, souvent isolées du reste du pays par les forêts ou les routes impraticables en hiver.⁷ Ces unités sont la base d'organisation de la paysannerie, et notamment en cas de conflit avec le propriétaire terrien pour causes de mauvais

² MOON David, *The Abolition of Serfdom in Russia*. New York, Routledge, “Seminal Studies in History”, 2001, p.9

³ *Ibid.*

⁴ HOSKING Geoffrey, *Russia, People and Empire. 1589-1917*. Londres, Harper Collins, 1997, p.198

⁵ MOON D. *The Abolition...* op. cit., p.10. La Moscovie est notamment frappée par le « Temps des Troubles » entre 1598 et 1617, qui correspond à la période de durcissement du servage.

⁶ HOSKING G., *Russia, People...* op.cit., p.199

⁷ *Ibid.*, p.201

traitements. En effet, les protestations se font plus fréquentes vers la fin du XVIIIe siècles, en raison de la pression fiscale accrue.⁸ Les actes protestataires vont de pétitions à de vraies révoltes ouvertes, ou à du refus de travailler, sans vraie conséquence car le risque de répression n'est pas loin : au XIXe siècle, « beaucoup de paysans, y compris les plus jeunes générations, semblent avoir accepté à contrecœur leur situation, et travaillé dur pour soutenir leurs foyers et communautés ».⁹

L'institution du servage est donc centrale pour l'empire russe, assurant ses revenus fiscaux, la loyauté de ses élites et surtout la base de son armée. Cela en fait sa réforme un sujet particulièrement sensible : Catherine II (1762-1796) aurait espéré modifier le statut des serfs mais fait face à une solide opposition de son entourage, noble.¹⁰ Les réformes concernant le statut des serfs sont essentiellement marginales, visant par exemple à limiter la vente de serfs séparément de leurs terres, par souci de maintenir une population mobilisable. Elles concernent aussi principalement les serfs des autres provinces que la Russie, cherchant à ménager l'aristocratie russe au cœur du pouvoir.¹¹ Celle-ci s'avère en effet puissante même lorsque les arguments en faveur de l'abolition du servage se font entendre : malgré plusieurs tentatives, Alexandre Ier (1801-1825) n'y parvient pas, en raison d'une organisation de la noblesse et de la pression des affaires internationales (l'invasion de la Russie par Napoléon).¹²

Malgré cela, le camp de l'émancipation parvient à se structurer autour des arguments inspirés par les autres Etats européens : une nouvelle bureaucratie, mieux formée, qui a pu étudier les pratiques des Etats occidentaux, est influencée par ces idées libérales qui permettraient d'améliorer l'économie russe, et se solidifie dans les années 1830-1840.¹³ Leurs arguments sont d'abord économiques : à partir de la fin des années 1790, l'économie russe entre en crise et peine à afficher le même dynamisme que les nations industrialisées occidentales. Si le servage n'en est pas la seule cause,¹⁴ il reste qu'aux yeux de cette nouvelle élite plus libérale, marquée par la théorie économique d'Adam Smith et David Ricardo abhorrant le travail forcé,

⁸ Voir MOON D., *The Abolition...* op. cit., p.11. Les taxes seigneuriales sont en effet passées de 0.40 roubles par serf en moyenne en 1700 à 6 par serf en 1780, ce qui, pris en compte l'inflation, représente une augmentation de 119% en termes réels. Dans le même temps, les taxes directes de l'Etat baissent, montrant un accaparement plus important par les seigneurs de la valeur produite par les serfs.

⁹ MOON David, « Peasants and Agriculture » in *The Cambridge History of Russia. Vol.2. Imperial Russia, 1689-1917*, dirigé par Dominic LIEVEN, Cambridge University Press, 2006, p.385

¹⁰ Id., *The Abolition...* op. cit., p.38

¹¹ *Ibid.*, p.41. Le servage est ainsi aboli en 1819 dans les provinces baltes.

¹² *Ibid.*

¹³ ZAKHAROVA Larisa “The reign of Alexander II: a watershed?” in *The Cambridge History of Russia...* op. cit., p.597

¹⁴ MOON D., *The Abolition...* op. cit., p.22

« l'archaïsme » de la Russie est un facteur important pour justifier l'abolition du servage. Ils s'appuient aussi sur l'argument humanitaire, issus des mêmes thèses, autour des conditions de vie déplorables des serfs et du manque de reconnaissance de leur qualité d'être humain qu'impliquait le servage.¹⁵ En 1825, une partie de cette nouvelle élite libérale, inspirée par les idées des Lumières, refuse de prêter allégeance au nouveau tsar Nicolas Ier au cours de la révolte décembriste, alimentée par la désillusion de leurs espoirs de réforme placés en Alexandre Ier.¹⁶ Si cette réforme échoue, elle montre la détermination d'une partie de l'élite russe à apporter un changement au statut des serfs. Dans les années 1850, les arguments et les personnes en faveur de l'abolition sont nombreux, sans que l'autocratie russe parvienne à mettre en place ces réformes, freinée par les nobles opposés et les craintes de révolte paysanne. Il faut alors attendre une étincelle donnant un élan à cette coalition réformiste : la guerre de Crimée.

La Guerre de Crimée comme détonateur de la réforme

La guerre de Crimée (1853-56) est une conséquence de l'opposition croissante franco-britannique aux ambitions russes dans la Méditerranée orientale, Saint-Pétersbourg considérant en effet avoir un droit de protection sur les chrétiens que lui refuse Paris, tandis que Londres s'inquiète du statut des détroits et de toute avancée russe qui menacerait la route des Indes.¹⁷ Le tsar Nicolas Ier (1825-1855) considérant que l'empire ottoman était « un homme malade » prêt à « tomber en pièces »,¹⁸ ordonne l'invasion des provinces ottomanes de Moldavie et de Valachie¹⁹ début juin 1853. Cela entraîne une succession d'événements, dont la destruction de la flotte ottomane à Sinople, qui provoquent l'entrée de la France et du Royaume-Uni dans la guerre aux côtés des Ottomans, et ciblent la principale base navale russe en Méditerranée : la Crimée.

La guerre qui s'ensuit est une démonstration de force des pays occidentaux industrialisés sur la Russie : loin de leur sol, elles parviennent pourtant à infliger plus de pertes lors du siège de Sébastopol : 65 000 Russes sont ainsi blessés ou tués, le double des alliés occidentaux.²⁰ Plus grave : les défaillances de l'armée russe sont apparues béantes lors du conflit : les officiers sont

¹⁵ *Ibid.*, p.31

¹⁶ *Ibid.*, p.36

¹⁷ Voir le travail d'Orlando Figes, *Crimea-The Last Crusade* (Londres, Penguin, 2010) qui s'intéresse notamment aux perceptions de Russes et de l'influence de la « menace russe » sur les décisions des élites franco-britanniques en matière de politique internationale

¹⁸ FIGES, O. *Crimea. The Last Crusade... op. cit.*, p.149

¹⁹ Roumanie actuelle

²⁰ FIGES, O. *Crimea. The Last Crusade... op. cit.*, p.448

mal formés, les soldats sont presque tous analphabètes : selon les chiffres de recrutement des années 1850, sur 120 000 soldats, seuls 264 (soit 0,2%) savent lire.²¹ L'armée, faite de serfs dont peu ont une santé les rendant apte au combat, sans moyen de déploiement rapide, est complètement dépassée. « Le seul moyen de régler le manque d'hommes dans l'armée aurait été d'élargir la base sociale de conscription vers un modèle Européen de service militaire universel, mais cela aurait signifié la fin du servage, la fondation du système social, à laquelle l'aristocratie était solidement attachée ».²² Ainsi, lorsque le 30 mars 1856 la Russie signe le traité de Paris mettant fin à la guerre, humiliée sur son propre sol, c'est l'organisation sociale de l'empire entier qui a été battue.

De la guerre à l'abolition : la modernisation par le haut

L'autocritique qui suit cette défaite est à la mesure du choc ressenti par l'élite gouvernante russe : auparavant auréolée de gloire par sa victoire sur l'armée de Napoléon, la réputation militaire de la Russie est ruinée.²³ « Nous n'avons pas été défaites par les forces de la coalition occidentale, mais par notre propre faiblesse. Stagnation de la pensée, dépression des forces productives, l'écart entre le gouvernement et le peuple, pas d'unité entre les classes sociales avec l'esclavage de l'une par l'autre » écrit le Slavophile Iurii Samarin.²⁴ Son analyse rejoint celle des pro-Occidentaux au sein de l'administration, et participe à donner aux efforts des abolitionnistes l'impulsion nécessaire à la fin du servage. Toutefois, entre ces constats en 1856 et l'abolition en 1861 se passent cinq années nécessaires à organiser la réforme et en défaire l'opposition.

Le tsar annonce son intention d'abolir le servage dans des termes assez peu clairs : le 30 mars 1856, il s'adresse aux nobles moscovites en leur indiquant « qu'il vaut mieux commencer à éliminer le servage par le haut que d'attendre qu'il s'élimine lui-même par le bas ».²⁵ Cette déclaration ne dit pas plus sur les formes que le calendrier de la réforme, mais indique la volonté réformatrice du tsar. Elle n'est pas suivie d'efforts concrets et le tsar s'impatiente : en janvier 1857, il met en place un comité secret chargé de construire les propositions législatives pour mener l'abolition de la réforme, mais reste flou sur ses intentions : devant un comité

²¹ *Ibid.*, p.164

²² *Ibid.*, p.163

²³ MOON D., *The Abolition... op. cit.*, p.51

²⁴ HOSKING G., *Russia, People... op.cit.*, p.317

²⁵ PEREIRA Norman G., “Alexander II and the abolition of serfdom” dans *Canadian Slavonic Papers*, n°22(1), 1980, p.104

essentiellement composé de nobles opposés à la réforme, il ne fait que leur indiquer son souhait de maintenir le niveau de vie des nobles avec l'amélioration de la condition paysanne.²⁶ Les travaux du comité conduisent une première proposition en août, suggérant un abandon graduel par la vente de terres et la contractualisation des relations nobles-paysans.²⁷ S'en suit un an d'allers-retours dans un comité marqué par l'affrontement pro- et anti-émancipation, les conservateurs cherchant à réduire au minimum les concessions à faire aux paysans.

Finalement, le tsar donne ses lignes directrices le 18 octobre 1858 : la réforme doit inclure la liberté du paysan, l'autonomie des communes et la dotation en terres.²⁸ Ce dernier point constitue le principal point de friction entre pro- et anti-émancipation : les paysans doivent être dotés en terres seigneuriales, mais leur taille et les compensations sont sujets à de vifs débats. Ainsi : « Les conditions acceptables (même sous contrainte) par la noblesse seraient en dessous des attentes des paysans. Dans l'autre sens, des conditions plus favorables aux paysans mettraient en danger la relation entre noblesse et autocratie ». ²⁹ Au milieu de ces négociations, le soutien du général Rostovtsev, confident du tsar et figure de plus en plus centrale au sein du comité s'avère essentiel : comme le note David Moon, son changement d'attitude, peut-être lié à sa loyauté à la couronne ou à son voyage en Allemagne pour en étudier l'abolition du servage, est ce qui permet à la bureaucratie libérale de peser dans les débats et d'adopter de nouvelles lignes directrices plus radicales.³⁰ Il n'est désormais plus question de seulement garantir la liberté des serfs mais d'assurer leur accès à un lopin de terre, l'autorité des nobles est rejetée pour celle de la commune seule. L'adoption d'une réforme plus approfondie vient aussi de la reprise de l'agitation paysanne en 1858, qui met de nouveau la pression sur le gouvernement.³¹

Le projet réformiste : conséquences, succès et limites

Emanciper les serfs

Le 19 février 1861, le tsar Alexandre II ratifie la proclamation d'émancipation des serfs. Celle-ci est en fait le pilier central d'une série de réformes visant à moderniser la Russie, conçu comme tel par le pouvoir russe : le ministre de la guerre Miliutin écrit dans ses mémoires en

²⁶ *Ibid.*, p.105

²⁷ MOON D., *The Abolition...* *op. cit.*, p.59

²⁸ PEREIRA N.G., “Alexander II and the abolition...” *art.cit.*, p.108

²⁹ *Ibid.*

³⁰ MOON D., *The Abolition...* *op. cit.*, p.66

³¹ *Ibid.*, p.65

1880 que « La loi du 19 février 1861 n'aurait pas pu être une loi isolée, séparée, c'était la pièce fondatrice de la restructuration de tout le système étatique ».³² L'émancipation de serfs est conçue comme le point de départ de la transformation de la paysannerie russe en une classe de petits propriétaires terriens, pour se rapprocher des modèles européens.³³ Tous les paysans deviennent des « travailleurs ruraux libres », à qui il est désormais permis de quitter les terres, se marier, vendre et acheter du terrain sans l'autorisation des nobles, et une commission est chargée de déterminer les lots qui seront alloués aux paysans.³⁴ Aux côtés de cette distribution de terres, la commune paysanne devient un organe de gouvernement central : en 1864 sont créés les *zemstvo*, des conseils de gouvernement locaux élus par les habitants, répartis en collèges selon leur statut.³⁵ Ce n'est pas une réforme démocratique, car les collèges ont un poids différent selon leur richesse, mais elle permet une expérience inédite de gouvernement local, chargé d'administrer l'école, les biens communs et de régler la vie locale. Ajoutées à l'abolition des châtiments corporels en 1863 et la réforme du service militaire de 1874, qui suit celle de l'éducation, ces réformes montrent l'ambition du tsar et des réformistes est de créer une « société civile », qui remplace les notions séculaires de domination par celles de dignité et de conscience civique.³⁶

Il faut ici observer deux éléments clés : l'émancipation des serfs se fait dans un calendrier relativement rapide vu le poids de l'institution, surtout, elle ne provoque ni révolte paysanne majeure, ni guerre civile, contrairement aux Etats-Unis. On peut alors noter que, si la modernisation est souvent présentée comme un choc des idées occidentales surclassant les traditions impériales russes, l'autocratie se démarque ici par sa capacité à faire intégrer des concepts libéraux, jusqu'ici réservés à une partie des élites, à tout un système.

L'épineuse question de la répartition des terres

L'originalité de l'émancipation des serfs réside dans la dotation en terres des nouveaux affranchis, élément extrêmement inusuel d'une émancipation. Ce souci de dotation vient des émancipations partielles précédentes, notamment celle des paysans des provinces baltes, émancipés en 1819 mais dont le statut précaire avait précipité un retour d'une forme de servage,

³² ZAKHAROVA Larisa “The reign of Alexander II...” chap. cit., p.599

³³ *Ibid.*, p.602

³⁴ MOON D., *The Abolition...* op. cit., p.75

³⁵ HOSKING G., *Russia, People...* op.cit., p.322

³⁶ ZAKHAROVA Larisa “The reign of Alexander II...” chap. Cit., p.603

dans des conditions de vie tout aussi misérables.³⁷ Une période transitoire de deux ans doit permettre de dessiner les lots qui seront vendus aux paysans une fois celle-ci terminée, avec l'argent avancé par l'Etat pour payer les propriétaires terriens. Les paysans, devenus propriétaires, sont endettés sur 49 ans pour repayer les terres concédées par les nobles.³⁸

Le principal problème entre nobles et paysans concerne la taille des lots concédés et leur fertilité : si des minimums sont établis en fonction de la fertilité (entre 1 hectare dans les terres noires fertiles et 3.27 dans les steppes)³⁹, l'ancien propriétaire terrien se voit garanti un tiers de ses anciens domaines et est autorisé à rogner sur les lots paysans pour atteindre son quota. Cela mène à un échange tendu entre paysans refusant de travailler les terres stériles que leur donnent les propriétaires terriens et ces derniers cherchant à conserver le plus de terres possibles.⁴⁰ La conséquence est la diminution de la quantité de terres disponible pour les paysans, en moyenne de 20% mais avec des disparités régionales fortes, comme dans la province de Volgoda où la terre disponible diminue de 40%.⁴¹ En plus de cette perte sèche de surface cultivable, la population russe croît exponentiellement à cette période : le nombre de paysans triple, alors que la terre cultivable a tendance à baisser.⁴² La conséquence est que les paysans, pour garder un revenu décent, doivent retourner travailler sur les terres des propriétaires terriens : environ 15% d'entre eux travaillent encore pour leur ancien propriétaire en 1881.⁴³ Libérer les serfs se fait donc avec un succès en demi-teinte : la plupart sont effectivement affranchis et deviennent propriétaire de leur lopin, mais la perte de la surface cultivable crée une frustration sociale, en plus de réduire leur revenu.

La notion de crise agricole a cependant été rejetée depuis longtemps par la recherche : Paul Gregory a montré que les rendements agricoles croissent de manière similaire à ceux des économies européennes, et donc que le mythe d'une agriculture improductive est faux post-émancipation.⁴⁴ La réforme parvient donc à remplir un de ses objectifs, moderniser l'agriculture russe, mais ne le fait pas à la hauteur de la croissance de la population. En 1891, une année de sécheresse provoque une famine, alimentée par des standards de vie très bas pour les paysans

³⁷ MOON D., *The Abolition... op. cit.*, p.72

³⁸ *Ibid.*, p.103

³⁹ *Ibid.*, p.75

⁴⁰ *Ibid.*, p.104

⁴¹ *Ibid.*, p.100

⁴² MOON D., « Peasants and Agriculture » in *The Cambridge History...* chap. Cit., p.389

⁴³ Id., *The Abolition... op. cit.*, p.102

⁴⁴ GREGORY, Paul, « Rents, Land Prices and Economic Theory: The Russian Agrarian Crisis », in *Economy and Society in Russia and the Soviet Union, 1860–1930* dirigé par Linda EDMONSON et Peter WALDRON, Londres, Palgrave Macmillan, 1992, p.11

qui empêche d'assurer leur survie.⁴⁵ Dans le monde agricole, donc, la réforme a en partie produit ce qu'elle était censée éviter : un prolétariat sans terres, qui représente un danger politique pour l'autocratie.

L'industrialisation et l'émergence d'une nouvelle population entre ville et campagne

Cette population sans terre est forcée vers les villes, où se trouve l'industrie naissante, pour espérer y trouver du travail : la première conséquence est la croissance exponentielle de la population urbaine, qui double entre 1860 et 1914, avec des villes dont la population est multipliée par quatre (Moscou, Saint Pétersbourg, Varsovie), cinq (Riga, Odessa) et même dix (Kiev).⁴⁶ Cette population est attirée par la croissance de l'industrie, même si elle travaille principalement ailleurs que dans les grandes usines textiles ou sidérurgiques.⁴⁷ Elle est surtout caractérisée par son mouvement permanent : elle alterne les champs l'été et la ville l'hiver, suivant l'importance de l'activité économique. De fait, ces travailleurs urbains ont souvent leur vie sociale coupée en deux : leur activité économique étant principalement en ville, ils restent toutefois attachés au village où ils se marient et laissent leurs enfants vu les taux de mortalité infantiles qui y sont plus faibles qu'en ville.⁴⁸ Cette population instable, constamment en mouvement, est d'abord un problème d'ordre public : Neil Wissmann a ainsi étudié le phénomène désigné par la police russe sous le nom large de hooliganisme, qui regroupe des comportements antisociaux allant d'injures publiques à la pyromanie.⁴⁹ Il note ainsi que le principal agent du hooliganisme est le travailleur saisonnier, « un homme exposé à la ville et l'usine et en même temps libre du contrôle parental et communal », désaffilié et donc avec un moindre contrôle social.⁵⁰

Pour l'autocratie, le vrai danger de l'émergence de ce prolétariat urbain est qu'il représente une opportunité pour les révolutionnaires et mouvements socialistes qui se renforcent dans les années 1870. Plus faciles d'accès pour les propagandistes, cette classe permet l'émergence du « travailleur révolutionnaire », engagé à divers degrés dans les organisations socialistes qui se

⁴⁵ Voir l'étude de WHEATCROFT Stephen G., « The 1891-92 Famine in Russia: Towards a More Detailed Analysis of its Scale and Demographic Significance » in *Economy and Society in Russia... op. cit.*, pp.44-64

⁴⁶ THATCHER Ian D. “Late imperial urban workers” dans *Late Imperial Russia. Problems and prospects*, dirigé par Ian THATCHER, Manchester University Press, 2005, p.101

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*, p.102

⁴⁹ WISSMAN Neil, “Rural Crime in Tsarist Russia: The Question of Hooliganism, 1905-1914”, *Slavic Review*, n°37(2), 1978, pp.228-240

⁵⁰ *Ibid.*, p.236

déploient alors : ils sont ainsi souvent mêlés à l'*intelligentsia* radicale, persécutés par la police et parfois arrêtés.⁵¹ Leur association avec des organisations plus brutales conduit aussi au terrorisme, soutenu par des organisations comme La Volonté du Peuple, responsable de l'assassinat du tsar Alexandre III en 1881.⁵² Ainsi, l'émancipation des serfs a créé indirectement ce que le régime redoutait : l'apparition d'une classe sociale désaffiliée et sans ressources, sensible aux arguments des organisations socialistes. C'est bien l'échec d'assurer à cette population un revenu, et surtout des conditions de vie stables qui précipite la chute du régime russe en 1905 puis en 1917.⁵³

Conclusion : le problème de la modernisation au XIXe siècle

Il faut alors conclure notre réflexion en se posant d'abord la question de la survie possible de l'autocratie russe : les réformes, eussent-elles été mieux conduites, auraient-elles pu assurer la survie de l'empire russe ? On a vu les effets délétères qui conduisent à l'apparition de ce que la réforme devait éviter, mais il ne faut pas tomber dans la téléologie. Déjà, des éléments non prévus (comme la croissance de la population ou l'assassinat d'Alexandre III) ont contribué à la défaite de la réforme, même si ces dernières, parfois mal conçues, ont aussi eu des effets pervers. D'autre part, il ne faut pas négliger les succès de la réforme : les paysans sont effectivement libérés, sans violence massive, alors qu'ils sont bien plus nombreux que les esclaves états-uniens, ce que souligne William Hine. En effet, la libération de plus de 40 millions de serfs pose moins de problèmes à la Russie que celle de 4 millions d'esclaves aux Etats-Unis, la question de l'affranchissement provoquant la guerre la plus meurtrière sur le sol états-unien à ce jour.⁵⁴ On note surtout qu'elle permet de défaire la critique principale faite à l'autocratie tsariste, qui aurait trop de force d'inertie⁵⁵ dans des conditions critiques, elle parvient à déboulonner ce qui avait pourtant caractérisé son fonctionnement depuis le XVIe siècle. Cela n'empêche cependant pas sa chute, certes également liée à un autre évènement imprévu, la première guerre mondiale.

⁵¹ PEARL Deborah, "From Worker to Revolutionary: The Making of Worker "Narodovol'tsy""", *Russian History*, n°23(1), p.24

⁵² *Ibid.*

⁵³ THATCHER I., "Late Imperial Urban Workers"… chap. cit., p.117

⁵⁴ HINE William C. "American Slavery and Russian Serfdom: A Preliminary Comparison", *Phylon*, n°36(4), 1975, pp.378-384

⁵⁵ C'est notamment la thèse de Peter Waldron dans son *The end of Imperial Russia. 1855-1917*, qui soutient que l'empire n'était plus capable de réguler les dynamiques sociales de l'époque. Voir READ Christopher, "In Search of Liberal Tsarism: The Historiography of Autocratic Decline", *The Historical Journal*, n°45(1), 2002, p.209

Il faut alors, pour clore notre réflexion, s'interroger sur les capacités de modernisation des empires anciens au XIXe siècle : la Chine, l'empire Austro-Hongrois, Ottoman, ou Russe sont tous soumis à ce même impératif de modernisation après une confrontation perdue contre un empire occidental, qui cependant ne prévient pas et même parfois accélère leur chute (en 1911 ou 1918). Pourtant, le cas russe montre bien que les ambitions, sincères, de réforme ont existé et ont même pu se traduire. C'est surtout les risques d'une modernisation imposée par le haut que l'émancipation fait ressortir : en imposant les formes d'un changement social certes nécessaire, l'autocratie russe a alimenté ses effets pervers autour de la distribution des terres, et n'a pas pu réagir aux imprévus comme la croissance de la population. Dans ces empires dont une partie du pouvoir repose sur des élites traditionnelles, un changement brutal par le haut risque de les aliéner sans garantir leur remplacement (ici, il était clairement espéré qu'une nouvelle classe de petits propriétaires terriens garantirait la stabilité sociale de l'empire). Tout le problème de la modernisation pour ces empires réside donc dans cette équation impossible : adapter leurs institutions à une nouvelle époque sous peine de ne plus pouvoir résister aux nouveaux empires occidentaux très dynamiques, tout en essayant de conserver la position de leur élite traditionnelle, ou au minimum de leur noyau gouvernant (comme l'autocratie tsariste dans le cas russe). L'émancipation des serfs et les réformes qui l'accompagnent est une de ces différentes réponses apportées par ces empires, sans parvenir à résoudre l'équation.

BIBLIOGRAPHIE

FIGES Orlando, *Crimea-The Last Crusade*. Londres, Penguin, 2010

GREGORY, Paul, « Rents, Land Prices and Economic Theory: The Russian Agrarian Crisis », in *Economy and Society in Russia and the Soviet Union, 1860–1930*, dirigé par Linda EDMONSON et Peter WALDRON, Londres, Palgrave Macmillan, 1992, pp.6-23

HINE William C. "American Slavery and Russian Serfdom: A Preliminary Comparison", *Phylon*, n°36(4), 1975, pp.378-384

HOSKING Geoffrey, *Russia, People and Empire. 1589-1917*. Londres, Harper Collins, 1997

MOON David, « Peasants and Agriculture » in *The Cambridge History of Russia. Vol.2. Imperial Russia, 1689-1917*, dirigé par Dominic LIEVEN, Cambridge University Press, 2006, pp.369-393

Id., *The Abolition of Serfdom in Russia*. New York, Routledge, "Seminal Studies in History", 2001

OSTERHAMMEL Jürgen. « Civilisation and Exclusion » dans *The Transformation of the World. A Global History of the Nineteenth Century*. Princeton University Press, 2014

PEARL Deborah, "From Worker to Revolutionary: The Making of Worker "Narodovol'tsy"" , *Russian History*, n°23(1), pp.11-26

PEREIRA Norman G., "Alexander II and the abolition of serfdom", *Canadian Slavonic Papers*, n°22(1), 1980, pp.99-115

READ Christopher, "In Search of Liberal Tsarism: The Historiography of Autocratic Decline", *The Historical Journal*, n°45(1), 2002, pp.195-210

THATCHER Ian D. "Late imperial urban workers" in *Late Imperial Russia. Problems and prospects*, dirigé par Ian THATCHER, Manchester University Press, 2005, pp.101-117

WHEATCROFT Stephen G., « The 1891-92 Famine in Russia: Towards a More Detailed Analysis of its Scale and Demographic Significance» in *Economy and Society in Russia and the Soviet Union, 1860–1930*, dirigé par Linda EDMONSON et Peter WALDRON, Londres, Palgrave Macmillan, 1992, pp.44-64

WISSMAN Neil, "Rural Crime in Tsarist Russia: The Question of Hooliganism, 1905-1914",
Slavic Review, n°37(2), 1978, pp.228-240

ZAKHAROVA Larisa "The reign of Alexander II: a watershed?" in *The Cambridge History of Russia. Vol.2. Imperial Russia, 1689-1917*, dirigé par Dominic LIEVEN, Cambridge University Press, 2006, pp.593-616